

Audience publique du 31 mars 2021

Recours formé par
Monsieur ..., ...,
contre des décisions du ministre de l'Immigration et de l'Asile
en matière de protection internationale (art. 35 (1), L.18.12.2015)

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 43991 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif en date du 6 janvier 2020 par Maître Edévi Amegandji, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., né le ... (Bénin), de nationalité béninoise, demeurant actuellement à L-..., tendant à la réformation de la décision du ministre de l'Immigration et de l'Asile du 5 décembre 2019 portant refus de faire droit à sa demande en obtention d'une protection internationale, et de l'ordre de quitter le territoire contenu dans le même acte ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif en date du 5 mars 2020 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment les décisions critiquées ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Monsieur le délégué du gouvernement Laurent Thyès en sa plaidoirie à l'audience publique du 10 mars 2021 et vu les remarques écrites de Maître Edévi Amegandji du 9 mars 2021, produites, conformément à la circulaire du président du tribunal administratif du 22 mai 2020, avant l'audience.

Le 3 août 2018, Monsieur ... introduisit auprès du service compétent du ministère des Affaires étrangères et européennes, direction de l'Immigration, ci-après désigné par « le ministère », une demande de protection internationale au sens de la loi du 18 décembre 2015 relative à la protection internationale et à la protection temporaire, ci-après désignée par « la loi du 18 décembre 2015 ».

Les déclarations de Monsieur ... sur son identité et sur l'itinéraire suivi pour venir au Luxembourg furent actées par un agent de la police grand-ducale, service de la police des étrangers et des jeux, dans un rapport du même jour.

En date du 6 mai 2019, Monsieur ... fut encore entendu par un agent du ministère des Affaires étrangères et européennes, direction de l'Immigration, sur sa situation et sur les motifs se trouvant à la base de sa demande de protection internationale.

Par décision du 5 décembre 2019, notifiée à l'intéressé en mains propres le même jour, le ministre de l'Immigration et de l'Asile, ci-après désigné par « le ministre », résuma les

déclarations de Monsieur ... auprès du service de Police judiciaire et de la direction de l'Immigration comme suit : « [...] *En mains le rapport du Service de Police Judiciaire du 3 août 2018 et le rapport d'entretien de l'agent du Ministère des Affaires étrangères et européennes du 6 mai 2019 sur les motifs sous-tendant votre demande de protection internationale.*

Il résulte de vos explications que vous seriez originaire de ... au Bénin où vous auriez vécu seul. Vous précisez avoir étudié pendant deux ans avant d'être contraint d'arrêter pour des raisons financières. Vous auriez « fait des petits jobs pour subvenir à mes besoins [...] gardiennage et autre » (p.2/11 du rapport d'entretien).

Vous déclarez avoir quitté votre pays d'origine à cause des difficultés auxquelles vous auriez dû faire face après avoir hébergé ..., une personne homosexuelle, dans votre chambre pendant trois ou quatre semaines. Des gens de votre quartier vous auraient poussé à la chasser de votre domicile. A un moment donné, vous auriez appris que ... aurait été blessé par ces personnes et vous auriez décidé de ne plus rentrer à la maison, parce que, selon une dame qui habitait votre quartier, vous encourriez aussi le risque d'être frappé.

Vous ajoutez que les parents de ... seraient à votre recherche pour avoir participé à la bagarre avec

En ce qui concerne votre départ du Bénin, vous expliquez que vous auriez quitté votre pays d'origine en novembre 2017. Vous vous seriez d'abord rendu au Nigéria, où vous seriez resté pendant environ trois mois et où vous auriez travaillé sur des chantiers. Par la suite, vous seriez parti en Libye pour trois semaines et une fois la Méditerranée traversée, une camionnette vous aurait déposé au Luxembourg.

Vous ne présentez aucun document d'identité. [...] ».

Le ministre informa ensuite Monsieur ... que sa demande de protection internationale avait été refusée comme étant non fondée sur base des articles 26 et 34 de la loi du 18 décembre 2015, au motif qu'il ne remplissait ni les conditions du statut de réfugié, ni celles de l'octroi d'une protection subsidiaire, tout en lui ordonnant de quitter le territoire dans un délai de trente jours.

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 6 janvier 2020, Monsieur ... a fait déposer un recours tendant, d'une part, à la réformation de la décision du ministre du 5 décembre 2019 portant refus de faire droit à sa demande en obtention d'une protection internationale et, d'autre part, à la réformation de l'ordre de quitter le territoire contenu dans la même décision.

1) Quant au recours visant la décision du ministre portant refus d'une protection internationale

Etant donné que l'article 35, paragraphe (1), de la loi du 18 décembre 2015 prévoit un recours en réformation contre les décisions de refus d'une demande de protection internationale, le tribunal est compétent pour connaître du recours en réformation dirigé contre la décision du ministre du 5 décembre 2019, telle que déférée. Ledit recours ayant encore été introduit dans les formes et délai de la loi, il est à déclarer recevable.

A l'appui de son recours et en fait, Monsieur ... reprend, en substance, les faits et rétroactes à la base de sa demande en obtention d'une protection internationale tels que retranscrits dans le rapport d'entretien auprès de l'agent compétent du ministère.

En droit, le demandeur nie tout d'abord que des raisons économiques puissent être considérées comme étant à la base de sa demande de protection internationale, en insistant sur le fait que son seul tort aurait été celui d'avoir hébergé chez lui une personne homosexuelle ce qui aurait eu pour conséquence qu'il aurait rapidement été lui-même pris pour un homosexuel par les habitants de son quartier. Même si tel n'était pas le cas, cela n'aurait pas empêché qu'il soit victime de persécutions.

Il souligne, à cet égard, ne pas avoir été persécuté parce qu'il est homosexuel, mais parce que les gens de son quartier lui auraient attribué cette orientation sexuelle.

A cela s'ajouterait que comme le père de l'ami homosexuel qu'il aurait hébergé pendant quelques semaines l'accuserait d'avoir participé à la bagarre lors de laquelle son fils aurait été blessé, cette accusation devrait s'analyser en « *un reproche d'homophobie* ».

Il estime de ce fait se retrouver dans une situation sans issue puisque, d'une part, il serait persécuté parce qu'on lui attribuerait une certaine orientation sexuelle alors même qu'il n'aurait fait qu'aider son ami homosexuel en l'hébergeant chez lui, tandis que, d'autre part, il serait accusé à tort d'homophobie par la famille de ce même ami.

En tout état de cause, il y aurait lieu de retenir que, contrairement à la position ministérielle, les faits relatés par lui justifieraient l'octroi de la protection internationale sur la toile de fond de persécutions subies par ses pairs le considérant comme étant homosexuel.

Il ajoute que s'il était vrai que la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, ci-après désignée par « la Convention de Genève », s'appliquerait uniquement lorsqu'une personne est persécutée en raison de son homosexualité, il n'en resterait pas moins vrai que ce qui serait pris en compte par les textes en vigueur ce serait avant tout l'homophobie, de sorte que le simple fait d'être perçu comme étant homosexuel et d'être persécuté de ce fait, rentrerait dans les prévisions de la Convention de Genève.

Le demandeur insiste ensuite sur le fait que comme ses craintes de persécution seraient justifiées « *par la détermination de ses pairs du quartier à en découdre avec lui* » en raison de l'orientation sexuelle lui attribuée par ceux-ci, ainsi que par le comportement du père de son ami homosexuel l'accusant à tort d'avoir molesté son fils, ce à quoi s'ajouterait le fait qu'il ne pourrait bénéficier d'aucune protection de la part des autorités de son pays d'origine « *pour déjouer les attaques prévisibles de ces tiers* », il devrait être admis qu'il remplit toutes les conditions nécessaires pour prétendre au statut de réfugié, telles que définies plus particulièrement aux articles 2, point f) et 42 de la loi du 18 décembre 2015.

Quant au refus de lui octroyer le statut conféré par la protection subsidiaire, le demandeur estime que sa situation personnelle serait telle qu'elle tomberait dans le champ d'application de l'article 48 de la loi du 18 décembre 2015, tout en insistant sur le fait que même si l'homosexualité n'était pas pénalement répréhensible au Bénin, il n'en resterait pas moins établi que « *le risque de persécution existe dans la population et les familles qui n'hésitent pas à passer à l'acte, et parfois sous la « bénédiction » des autorités étatiques* » qui seraient inactives pour protéger les victimes.

Dans la mesure où l'ensemble des conditions sous-tendant l'octroi du statut de réfugié, respectivement de celui conféré par la protection subsidiaire seraient remplies dans son chef, ce serait dès lors à tort que sa demande de protection internationale aurait été refusée.

Le délégué du gouvernement conclut, quant à lui, au rejet du recours pour ne pas être fondé.

Il y a lieu de relever qu'aux termes de l'article 2, point b), de la loi du 18 décembre 2015, la notion de « *demande de protection internationale* » se définit comme correspondant à une demande visant à obtenir le statut de réfugié, respectivement celui conféré par la protection subsidiaire.

La notion de « *réfugié* » est définie par l'article 2, point f), de ladite loi comme étant « *tout ressortissant d'un pays tiers ou apatride qui, parce qu'il craint avec raison d'être persécuté du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de ses opinions politiques ou de son appartenance à un certain groupe social, se trouve hors du pays dont il a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ou tout apatride qui, se trouvant pour les raisons susmentionnées hors du pays dans lequel il avait sa résidence habituelle, ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut y retourner [...]* ».

Par ailleurs, l'article 42 de la loi du 18 décembre 2015 dispose que « *(1) Les actes considérés comme une persécution au sens de l'article 1 A de la Convention de Genève doivent :*

a) être suffisamment graves du fait de leur nature ou de leur caractère répété pour constituer une violation grave des droits fondamentaux de l'homme, en particulier des droits auxquels aucune dérogation n'est possible en vertu de l'article 15, paragraphe 2 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ; ou

b) être une accumulation de diverses mesures, y compris des violations des droits de l'homme, qui soit suffisamment grave pour affecter un individu d'une manière comparable à ce qui est indiqué au point a). ».

Finalement, aux termes de l'article 39 de la loi du 18 décembre 2015 : « *Les acteurs des persécutions ou des atteintes graves peuvent être:*

« a) l'Etat ;

b) des partis ou organisations qui contrôlent l'Etat ou une partie importante du territoire de celui-ci ;

c) des acteurs non étatiques, s'il peut être démontré que les acteurs visés aux points a) et b), y compris les organisations internationales, ne peuvent pas ou ne veulent pas accorder une protection contre les persécutions ou les atteintes graves. ».

et aux termes de l'article 40 de la même loi : « *(1) La protection contre les persécutions ou les atteintes graves ne peut être accordée que par:*

a) l'Etat, ou

b) des partis ou organisations, y compris des organisations internationales, qui contrôlent l'Etat ou une partie importante du territoire de celui-ci, pour autant qu'ils soient disposés à offrir une protection au sens du paragraphe (2) et en mesure de le faire.

(2) La protection contre les persécutions ou les atteintes graves doit être effective et non temporaire. Une telle protection est généralement accordée lorsque les acteurs visés au paragraphe (1) points a) et b) prennent des mesures raisonnables pour empêcher la persécution ou des atteintes graves, entre autres lorsqu'ils disposent d'un système judiciaire effectif permettant de déceler, de poursuivre et de sanctionner les actes constituant une persécution ou une atteinte grave, et lorsque le demandeur a accès à cette protection. [...] ».

Il se dégage des articles précités de la loi du 18 décembre 2015 que l'octroi du statut de réfugié est notamment soumis aux conditions que les actes invoqués sont motivés par un des critères de fond définis à l'article 2, point f), de la loi du 18 décembre 2015, à savoir la race, la religion, la nationalité, les opinions politiques ou l'appartenance à un certain groupe social, que ces actes sont d'une gravité suffisante au sens de l'article 42, paragraphe (1), de la loi du 18 décembre 2015, et qu'ils émanent de personnes qualifiées comme acteurs aux termes des articles 39 et 40 de la loi du 18 décembre 2015, étant entendu qu'au cas où les auteurs des actes sont des personnes privées, elles sont à qualifier comme acteurs seulement dans le cas où les acteurs visés aux points a) et b) de l'article 39 de la loi du 18 décembre 2015 ne peuvent ou ne veulent pas accorder une protection contre les persécutions et, enfin, que le demandeur ne peut ou ne veut pas se réclamer de la protection de son pays d'origine.

Dans la mesure où les conditions sus-énoncées doivent être réunies cumulativement, le fait que l'une d'entre elles ne soit pas valablement remplie est suffisant pour conclure que le demandeur de protection internationale ne saurait bénéficier du statut de réfugié.

Force est encore de relever que la définition du réfugié contenue à l'article 2, point f), de la loi du 18 décembre 2015 retient qu'est un réfugié une personne qui « *craint avec raison d'être persécutée* », de sorte que ces dispositions visent une persécution future sans qu'il n'y ait nécessairement besoin que le demandeur ait été persécuté avant son départ dans son pays d'origine. Par contre, s'il s'avérait que tel avait été le cas, les persécutions antérieures d'ores et déjà subies instaurent une présomption réfragable que de telles persécutions se reproduiront en cas de retour dans le pays d'origine aux termes de l'article 37, paragraphe (4), de la loi du 18 décembre 2015, de sorte que, dans cette hypothèse, il appartient au ministre de démontrer qu'il existe de bonnes raisons que de telles persécutions ne se reproduiront pas. L'analyse du tribunal devra porter en définitive sur l'évaluation, au regard des faits que le demandeur avance, du risque d'être persécuté qu'il encourrait en cas de retour dans son pays d'origine.

En l'espèce, l'examen des faits et motifs invoqués par le demandeur à l'appui de sa demande de protection internationale dans le cadre de son audition, ainsi qu'au cours de la procédure contentieuse et des pièces produites en cause, amène le tribunal à conclure qu'il reste en défaut d'établir à suffisance de droit des raisons personnelles de nature à justifier dans son chef une crainte actuelle fondée de persécutions au sens de la Convention de Genève, en cas de retour au Bénin.

Pour ce qui est tout d'abord de la crainte du demandeur d'être victime d'actes de violence de la part du père de son ami homosexuel qui a été tabassé par des personnes non autrement identifiées habitant dans le même quartier que le demandeur, celui-ci l'accusant, en effet, d'avoir participé à cette bagarre, le tribunal se doit de retenir que cette crainte, en ce qu'elle ne trouve pas son origine dans l'appartenance avérée ou supposée du demandeur à un certain groupe social au sens de l'article 43, paragraphe (1), point d), de la loi du 18 décembre 2015, ni d'ailleurs dans un autre critère de fond prévu à l'article 2, point f) de la même loi, ne saurait justifier dans son chef l'octroi du statut de réfugié.

Par ailleurs et même à admettre pour les seuls besoins de la discussion que cette crainte soit susceptible de tomber dans le champ d'application de la Convention de Genève, il n'en reste pas moins qu'elle n'est sous-tendue par aucun élément objectif tangible, étant, en effet, relevé qu'il se dégage, au contraire, du rapport d'audition du demandeur qu'il n'a jamais rencontré un membre de la famille de l'ami en question et qu'il n'a jamais reçu personnellement la moindre menace puisqu'il a expliqué que ce serait pas le biais d'une dame de son quartier qu'il avait été informé que les parents de son ami seraient passés chez lui et auraient proféré des menaces parce qu'ils le soupçonneraient d'avoir été mêlé à la bagarre lors de laquelle leur fils a été blessé¹. Or, des menaces non proférées personnellement, dont le demandeur est, de ce fait, nécessairement incapable de préciser le contenu exact et qui n'ont, qui plus est, jamais été suivies d'actes concrets, ne sauraient être considérées comme revêtant un seuil de gravité suffisant pour être qualifiées de persécutions au sens de la loi, mais doivent, au contraire tout au plus s'analyser en un sentiment général d'insécurité ne justifiant pas l'octroi du statut de réfugié.

En ce qui concerne ensuite sa crainte d'être agressé par les gens de son quartier qui le soupçonneraient d'être homosexuel pour avoir hébergé son ami homosexuel, le tribunal se doit de relever que si cette crainte est susceptible de s'inscrire sur la toile de fond de son appartenance à un groupe social au sens de l'article 2, point f), de la loi du 18 décembre 2015, étant encore précisé, à cet égard, que l'article 43, paragraphe (2), de la loi du 18 décembre 2015 prévoit qu'il est indifférent si un demandeur de protection internationale possède effectivement la caractéristique liée à un groupe social, pour autant que cette caractéristique lui soit attribuée par l'acteur de persécution, ce qui, au vu de la situation décrite par le demandeur, est le cas en l'espèce, il n'en reste pas moins qu'au vu des éléments soumis à l'appréciation du tribunal cette crainte doit s'analyser comme étant, en l'espèce, purement hypothétique. En effet, il ne se dégage ni de son récit auprès de la direction de l'Immigration ni du recours sous analyse qu'il ait été personnellement menacé en raison de l'orientation sexuelle lui attribuée puisque, de nouveau, il explique que c'est la même dame de son quartier qui l'a averti qu'il risquerait de subir le même sort que son ami². Le demandeur a, quant à lui, répondu à la question de l'agent de la direction de l'Immigration de savoir si « *la communauté de [son] quartier [l'avait] menacé à un moment donné* », que « *Non, ils m'ont dit qu'il devait partir, mais la deuxième fois ils m'ont dit que s'il ne partait pas, ils allaient nous faire du mal à nous deux.* »³. Or, dans la mesure où il se dégage du récit du demandeur que celui-ci a cédé à la pression des gens de son quartier en demandant à son ami homosexuel de quitter son appartement, de même qu'il ne fait pas état de la moindre menace reçue personnellement après que son ami ait quitté son domicile, sa crainte d'être agressé en cas de retour dans son pays d'origine par certaines personnes non autrement identifiées de son quartier parce qu'ils le soupçonneraient d'être

¹ Page 9 du rapport d'audition.

² Pages 5, 6 et 7 du rapport d'audition.

³ Page 6 du rapport d'audition.

homosexuel ne saurait s'analyser comme étant suffisamment réelle et sérieuse pour justifier dans son chef l'octroi du statut de réfugié.

Pour être tout à fait complet, le tribunal relève encore que pour ce qui est aussi bien de la crainte du demandeur de faire l'objet de représailles de la part de la famille de son ami que de celle d'être victime de menaces et de violences de la part des gens de son quartier, les auteurs des agissements dont il craint d'être victime sont des personnes privées, de sorte que sa crainte d'être persécuté ne saurait de toute façon être considérée comme étant fondée que si les autorités de son pays d'origine ne veulent ou ne peuvent pas lui fournir une protection efficace ou s'il n'y a pas d'Etat susceptible d'accorder une protection : c'est l'absence de protection qui est décisive, quelle que soit la source de la persécution.

En effet, la notion de « *réfugié* » implique, outre nécessairement des persécutions ou à tout le moins un risque de persécution dans le pays d'origine, une absence de protection dans le pays d'origine, soit que la personne concernée a de bonnes raisons de ne pas vouloir se réclamer de la protection des autorités du pays dont elle a la nationalité, soit qu'elle n'y a pas accès.

Dès lors, chaque fois que la personne concernée est admise à bénéficier de la protection du pays dont elle a la nationalité, et qu'elle n'a aucune raison, fondée sur une crainte justifiée, de refuser cette protection, l'intéressé n'a pas besoin de la protection internationale⁴. En toute hypothèse, il faut que l'intéressé ait tenté d'obtenir la protection des autorités de son pays pour autant qu'une telle tentative paraisse raisonnable en raison du contexte. Cette position extensive se justifie au regard de l'aspect protectionnel du droit international des réfugiés qui consiste à substituer une protection internationale là où celle de l'Etat fait défaut⁵.

Il y a encore lieu de souligner que si une protection n'est considérée comme suffisante que si les autorités ont mis en place une structure policière et judiciaire capable et disposée à déceler, à poursuivre et à sanctionner les actes constituant une persécution ou une atteinte grave et lorsque le demandeur a accès à cette protection, la disponibilité d'une protection nationale exigeant par conséquent un examen de l'effectivité, de l'accessibilité et de l'adéquation d'une protection disponible dans le pays d'origine même si une plainte a pu être enregistrée, - ce qui inclut notamment la volonté et la capacité de la police, des tribunaux et des autres autorités du pays d'origine, à identifier, à poursuivre et à punir ceux qui sont à l'origine des persécutions ou des atteintes graves - cette exigence n'impose toutefois pour autant pas un taux de résolution et de sanction des infractions de l'ordre de 100 %, taux qui n'est pas non plus atteint dans les pays dotés de structures policière et judiciaire les plus efficaces, ni qu'elle n'impose nécessairement l'existence de structures et de moyens policiers et judiciaires identiques à ceux des pays occidentaux.

En effet, la notion de protection de la part du pays d'origine n'implique pas une sécurité physique absolue des habitants contre la commission de tout acte de violence, mais suppose des démarches de la part des autorités en place en vue de la poursuite et de la répression des actes de violence commis, d'une efficacité suffisante pour maintenir un certain niveau de dissuasion.

⁴ Guide des procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut des réfugiés, UNHCR, décembre 2011, p.21, n° 100.

⁵ Jean-Yves Carlier, Qu'est-ce qu'un réfugié ?, Bruylant, 1998, p. 754.

En l'espèce, il ne ressort toutefois pas des déclarations du demandeur, ni des pièces du dossier, que les autorités béninoises compétentes aient refusé ou aient été dans l'incapacité de lui fournir une protection quelconque puisqu'il se dégage, au contraire, de ses propres déclarations qu'il ne s'est pas déplacé auprès de la police après avoir été mis au courant par la dame de son quartier que des menaces pèseraient apparemment également sur lui⁶.

Or, à défaut d'avoir au moins tenté de porter plainte auprès des autorités béninoises ou d'avoir sollicité une forme quelconque d'aide de leur part, le demandeur ne saurait reprocher auxdites autorités une inaction volontaire ou un refus de l'aider, ce d'autant plus qu'il n'a, en particulier, pas fait état de ce que, malgré sa volonté de déposer une plainte, un tel dépôt lui aurait été refusé, ni fait état d'une quelconque expérience négative qu'il aurait eue par le passé avec les autorités béninoises et qui aurait pu justifier sa réticence à les saisir, le demandeur ayant, au contraire, expliqué ne pas avoir eu le temps d'aller à la police et avoir préféré immédiatement quitter le pays en direction du Nigéria où il avait « *de toute façon eu des propositions [...] pour travailler dans un chantier* »⁷.

Il s'ensuit qu'au regard des éléments à la disposition du tribunal, il n'est pas établi que le demandeur n'a pas pu obtenir une protection suffisante dans son pays d'origine, respectivement qu'il ne pourrait pas bénéficier d'une protection adéquate en cas de retour dans son pays d'origine si de tels agissements devaient se reproduire.

Si le demandeur semble encore vouloir soutenir que, de manière générale, en raison du comportement homophobe qui serait adopté par la population béninoise tout en étant cautionné par les autorités étatiques, il serait privé, en pratique, de toute protection étatique, force est de relever que, outre le fait que le demandeur affirme qu'il n'est, en réalité, pas homosexuel, mais hétérosexuel, celui-ci reste encore et surtout en défaut de fournir le moindre élément tangible qui confirmerait ses allégations suivant lesquelles il ne pourrait recevoir aucune protection de la part des autorités béninoises en raison de son homosexualité supposée, étant relevé que la seule affirmation non autrement sous-tendue contenue dans son recours suivant laquelle « *le risque de persécution existe dans la population et les familles qui n'hésitent pas à passer à l'acte, et parfois sous la « bénédiction » des autorités étatiques qui restent inactives pour protéger les victimes* », est en tout état de cause insuffisante pour retenir une inaction volontaire de la part des autorités de son pays, respectivement un défaut de volonté de leur part de le protéger s'il était sujet à des actes de persécution.

Au contraire, il y a lieu de noter qu'en vertu de l'article 30 de la loi du 18 décembre 2015 et du règlement grand-ducal modifié du 21 décembre 2007 fixant une liste de pays d'origine sûrs au sens de la loi précitée, le Bénin constitue un pays d'origine sûr où il n'existe pas, généralement et de façon constante, de persécutions au sens de la Convention de Genève, A cela s'ajoute qu'il ne se dégage d'aucun élément soumis au tribunal qu'il existerait au Bénin une législation pénalisant tout acte entre personnes de même sexe.

Par ailleurs et même à admettre que l'homosexualité ne soit pas tolérée, voire difficilement acceptée au sein de la société béninoise, il ne se dégage, en tout état de cause, pas non plus des éléments soumis à l'appréciation du tribunal que toute personne homosexuelle vivant au Bénin risquerait d'être persécutée par les autorités ou par la population béninoise du seul fait de son orientation sexuelle avérée ou supposée, le demandeur n'ayant d'ailleurs, à part

⁶ Page 8 du rapport d'audition.

⁷ Page 6 du rapport d'audition.

les menaces de la part du père de son ami et de certaines personnes de son quartier non autrement identifiées dont il n'a eu connaissance qu'indirectement et qui n'ont jamais été suivies d'actes concrets, fait état d'aucun autre incident concret dont il ait été personnellement victime et ayant trouvé son origine dans l'orientation sexuelle lui attribuée.

Au vu de tout ce qui précède, c'est à bon droit que le ministre a refusé au demandeur le statut de réfugié.

Quant au volet de la décision litigieuse portant refus dans le chef du demandeur du statut conféré par la protection subsidiaire, il y a lieu de relever qu'aux termes de l'article 2, point g), de la loi du 18 décembre 2015, est une « *personne pouvant bénéficier de la protection subsidiaire* », « *tout ressortissant d'un pays tiers ou tout apatride qui ne peut être considéré comme un réfugié, mais pour lequel il y a des motifs sérieux et avérés de croire que la personne concernée, si elle était renvoyée dans son pays d'origine ou, dans le cas d'un apatride, dans le pays dans lequel il avait sa résidence habituelle, courrait un risque réel de subir des atteintes graves définies à l'article 48, l'article 50, paragraphes (1) et (2), n'étant pas applicables à cette personne, et cette personne ne pouvant pas ou, compte tenu de ce risque, n'étant pas disposée à se prévaloir de la protection de ce pays* ».

L'article 48 de la même loi, énumère, en tant qu'atteintes graves, sous ses points a), b) et c), « *la peine de mort ou l'exécution ; la torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants infligés à un demandeur dans son pays d'origine ; des menaces graves et individuelles contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international* ».

Il échet au tribunal de relever que l'octroi de la protection subsidiaire est notamment soumis aux conditions que les actes invoqués par le demandeur, de par leur nature, entrent dans le champ d'application de l'article 48, précité, de la loi du 18 décembre 2015, à savoir qu'ils répondent aux hypothèses envisagées aux points a), b) et c), de l'article 48, précité, et que les auteurs de ces actes puissent être qualifiés comme acteurs au sens des articles 39 et 40 de cette même loi, étant relevé que les conditions de la qualification d'acteur sont communes au statut de réfugié et à celui conféré par la protection subsidiaire, et qu'au cas où les auteurs des actes sont des personnes privées, elles ne sont à qualifier comme acteurs que dans le cas où les acteurs visés aux points a) et b) de l'article 40 de la loi du 18 décembre 2015 ne peuvent ou ne veulent pas accorder une protection contre les atteintes graves et que le demandeur ne peut ou ne veut pas se réclamer de la protection de son pays d'origine.

Par ailleurs, l'article 2, point g), précité, de la loi du 18 décembre 2015 définissant la personne pouvant bénéficier de la protection subsidiaire comme étant celle qui avance « *des motifs sérieux et avérés de croire que* », si elle est renvoyée dans son pays d'origine, elle « *courrait un risque réel de subir les atteintes graves définies à l'article 48* », cette définition vise partant une personne risquant d'encourir des atteintes graves futures, sans qu'il n'y ait nécessairement besoin que le demandeur ait subi des atteintes graves avant son départ de son pays d'origine. Par contre, s'il s'avérait que tel avait été le cas, l'article 37, paragraphe (4) de la loi du 18 décembre 2015 établit une présomption simple que de telles atteintes graves se poursuivront en cas de retour dans le pays d'origine, étant relevé que cette présomption pourra être renversée par le ministre par la justification de l'existence de bonnes raisons de penser que ces atteintes graves ne se reproduiront pas. L'analyse du tribunal devra par conséquent en définitive porter sur l'évaluation, au regard des faits que le demandeur avance, du risque de subir des atteintes graves qu'il encourrait en cas de retour dans son pays d'origine.

Le tribunal constate qu'à l'appui de sa demande en obtention du statut conféré par la protection subsidiaire, le demandeur invoque, en substance, les mêmes motifs factuels que ceux qui sont à la base de sa demande de reconnaissance du statut de réfugié.

Comme il n'y a pas de conflit armé au Bénin et que le demandeur n'allègue pas risquer la peine de mort ou l'exécution dans son pays d'origine, il y a seulement lieu de vérifier si les traitements dont il fait état peuvent être qualifiés de torture ou de traitements, respectivement de sanctions inhumains ou dégradants.

Or, au vu des conclusions dégagées ci-avant au sujet de la demande de reconnaissance du statut de réfugié, force est de retenir que les risques invoqués par le demandeur de subir des traitements inhumains ou dégradants en cas de retour au Bénin du chef des mêmes événements ou arguments que ceux invoqués dans le cadre de la demande en reconnaissance du statut de réfugié sont dénués de fondement, dans la mesure où il a plus particulièrement été retenu ci-avant que les craintes telles que mises en avant étaient purement hypothétiques pour s'analyser davantage en un sentiment général d'insécurité, respectivement qu'il ne se dégageait pas des éléments de la cause qu'il lui serait impossible de requérir et d'obtenir la protection des autorités béninoises.

C'est dès lors à bon droit que le ministre a rejeté la demande en obtention du statut conféré par la protection subsidiaire présentée par le demandeur comme étant non fondée.

Il suit de l'ensemble des considérations qui précèdent et en l'absence d'autres éléments, que le recours est à rejeter pour ne pas être fondé.

2) Quant au recours visant l'ordre de quitter le territoire

Etant donné que l'article 35, paragraphe (1), de la loi du 18 décembre 2015 prévoit un recours en réformation contre l'ordre de quitter le territoire, un recours sollicitant la réformation de pareil ordre contenu dans la décision déferée a valablement pu être dirigé contre la décision ministérielle litigieuse. Le recours en réformation, ayant par ailleurs été introduit dans les formes et délai prévus par la loi, est recevable.

A l'appui de ce volet du recours, le demandeur fait valoir qu'un retour dans son pays d'origine aurait pour lui des conséquences graves, tant physiques que mentales.

Le délégué du gouvernement conclut, quant à lui, au rejet du recours pour ne pas être fondé.

Aux termes de l'article 34, paragraphe (2), de la loi du 18 décembre 2015, « *une décision du ministre vaut décision de retour. [...]* ». En vertu de l'article 2, point q), de la loi du 18 décembre 2015, la notion de « *décision de retour* » se définit comme « *la décision négative du ministre déclarant illégal le séjour et imposant l'ordre de quitter le territoire* ». Si le législateur n'a pas expressément précisé que la décision du ministre, visée à l'article 34, paragraphe (2), de la loi du 18 décembre 2015 est une décision négative, il y a lieu d'admettre, sous peine de vider la disposition légale afférente de tout sens, que sont visées les décisions négatives du ministre. Il suit dès lors des dispositions qui précèdent que l'ordre de quitter le territoire est la conséquence automatique du refus de protection internationale.

Etant donné que le tribunal a conclu ci-avant à l'absence, dans le chef du demandeur, de tout risque réel et actuel de subir des persécutions ou des atteintes graves au sens de la loi du 18 décembre 2015 dans son pays d'origine et que c'était à bon droit que le ministre a refusé d'accorder au demandeur l'un des statuts conférés par la protection internationale, le tribunal ne saurait se départir de cette conclusion à ce niveau-ci de son analyse, de sorte que ni la légalité, ni le bien-fondé de l'ordre de quitter le territoire ne sauraient être valablement remis en cause.

Il s'ensuit que le recours dirigé contre l'ordre de quitter le territoire est également à rejeter pour ne pas être fondé.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement ;

reçoit en la forme le recours en réformation dirigé contre la décision ministérielle du 5 décembre 2019 portant rejet d'un statut de protection internationale dans le chef de Monsieur ... ;

au fond, déclare le recours en réformation non justifié et en déboute ;

reçoit en la forme le recours en réformation dirigé contre la décision ministérielle du 5 décembre 2019 portant ordre de quitter le territoire ;

au fond, le déclare non justifié et en déboute ;

condamne le demandeur aux frais et dépens.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 31 mars 2021 par :

Alexandra Castegnaro, premier juge,
Alexandra Bochet, juge,
Carine Reinesch, juge,

en présence du greffier Luana Poiani.

s. Luana Poiani

s. Alexandra Castegnaro

Reproduction certifiée conforme à l'original
Luxembourg, le 31 mars 2021
Le greffier du tribunal administratif